



SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ADDUCTION
D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT
DE LOT-ET-GARONNE

**AUTORISATION DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES AUTRES QUE DOMESTIQUES
DANS LE RÉSEAU COLLECTIF D'ASSAINISSEMENT DU SYNDICAT EAU47 – COMMUNE DE DAMAZAN**

Établissement bénéficiaire : **BIOVIVER**
1165 avenue de la Confluence
47 160 DAMAZAN

ACTE n° 24_142_A

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques
de la Société BIOVIVER dans le système de collecte et de traitement
du Syndicat EAU47, aux conditions décrites dans le présent acte**

LA PRÉSIDENTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et en particulier ses articles L.2224-8, L.2224-10 et L.2224-12-2 ;

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L.1331-7-1 et L.1331-10 ;

Vu l'Arrêté ministériel du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif (...);

Vu le Règlement du Service de l'Assainissement collectif du Syndicat EAU47 en vigueur ;

CONSIDÉRANT la demande de l'établissement BIOVIVER, pour le déversement des effluents de son activité dans le réseau public de collecte d'eaux usées ;

AUTORISE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

La Société BIOVIVER SASU, représentée par Monsieur Matthieu LECOQ en qualité de Directeur du site, et située ZAE de la Confluence, à DAMAZAN, est autorisée, dans les conditions fixées par le présent Arrêté, à déverser **les eaux usées autres que domestiques**, à savoir :

Eaux usées non domestiques issues de diverses activités agroalimentaires : transformation et réalisation de plats cuisinés

Eaux usées assimilables à un usage domestique

dans le réseau public de collecte des eaux usées, via un branchement situé à l'ouest de la parcelle, avenue de la Confluence, 47160 Damazan.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

A. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.
- b) Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
 - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
 - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
 - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
 - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
 - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent Arrêté, la Société BIOVIVER doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement collectif.

B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent Arrêté, sont définies en annexe.

Les eaux pluviales sont considérées collectées par un réseau interne différent de celui des eaux usées, et raccordé au réseau d'eaux pluviales de la ZAE.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, la Société BIOVIVER dont le déversement des eaux est autorisé par la présente Autorisation, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé conformément à la convention spéciale de déversement, qui la lie au Syndicat EAU47.

La redevance est assujettie au volume rejeté, selon la partie A de l'annexe.

Des contrôles inopinés des différents paramètres précités seront missionnés et pris financièrement en charge par la collectivité. Ils seront effectués totalement ou partiellement.

Néanmoins, s'il est constaté que l'établissement est responsable d'une pollution quelle qu'elle soit, ces frais d'enquête lui seront imputés. L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par le Syndicat EAU47 aura été démontré. Dans ce cas, ce dernier se réserve le droit de demander réparation des préjudices subis.

Article 4 : DURÉE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de **10 (DIX) ans**, et prend effet au 01/01/2025. Sans résiliation de la part du Syndicat, elle sera renouvelable une fois par tacite reconduction à la date d'anniversaire.

ANNEXE : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques en provenance de l'Etablissement doivent répondre aux prescriptions suivantes :

A. Volume rejeté

Débit journalier maximal : 100 m³/ jour

Un débitmètre est présent en entrée de l'installation de prétraitement, et permet la mesure du débit instantané des volumes rejetés.

Le volume de facturation sera calculé sur la base du volume rejeté mesuré, qui sera communiqué hebdomadairement au Syndicat.

En cas de défaillance de l'équipement, la base de facturation sera établie sur la valeur maximale mesurée sur les derniers prélèvements.

B. Qualité des effluents

Les caractéristiques à respecter par les effluents selon la convention spéciale de déversement sont reprises ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites de flux	Valeurs limites en concentration
Débit journalier maximal	100 m ³ / jour	-
Débit horaire maximal	8 m ³ / heure	-
Demande Biochimique en Oxygène à 5 jours (DBO ₅ , NF T 90-103)	42 Kg / jour	800 mg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO, NF T 90-101)	84 Kg / jour	2000 mg/l
Matières en suspension (MES, NFT 90-105)	49 Kg / jour	600 mg/l
Teneur en azote réduit (NTK, NFT 90-110)	10,5 Kg / jour	150 mg/l
Teneur en phosphore total (NFT 90-023)	2,8 Kg / jour	50 mg/l
Teneur en huiles et graisses SEH (ISO 11349)	15 Kg / jour	150 mg/l

C. Installations de prétraitement

Des installations de prétraitement sont installées sur la sortie des eaux usées, avant raccordement au réseau, de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt de la production.

D. Entretien des installations de prétraitement

L'Etablissement devra veiller au bon entretien des installations de prétraitement des effluents.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

Conditions générales

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux. Elle est accordée à **titre précaire et révoicable**. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer la Présidente du Syndicat EAU47.

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de la Présidente du Syndicat EAU47.

Non-respect des conditions

Tout incident ou évènements conduisant l'établissement à rejeter des eaux de procédure de qualité autre que celle défini dans le présent Arrêté, devra être **porté à la connaissance de la Présidente** du Syndicat EAU47 et de l'exploitant, dès sa survenue, par un message écrit.

Il y sera précisé :

- La personne en charge du dossier dans l'établissement ;
- Les caractéristiques qualitatives et quantitatives de l'effluent anormal qui a été rejeté dans le réseau d'assainissement ;
- L'heure exacte du début de l'anomalie,
- Le motif du rejet et les moyens mis en place pour y remédier.

Dans tous les cas où les **conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées** (en particulier du fait du dépassement des valeurs limites définies), le Syndicat EAU47 se réserve le droit de n'accepter dans son réseau d'assainissement et sur les ouvrages d'épuration, que la fraction des effluents correspondant aux conditions de la présente autorisation.

Modification des conditions de service

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent Arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Transfert de l'autorisation

En cas de transfert de la compétence de l'Etablissement, la présente autorisation sera transférée de droit au nouveau gestionnaire, qui en informera le Syndicat EAU47. Le nouvel Etablissement sera substitué au sortant dans ses droits et obligations.

Article 6 : EXECUTION

Les contraventions au présent Arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait à Agen, le

La Présidente,

Geneviève LE LANNIC